



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14, rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple Cedex

Savigny-le-Temple, le 27 juillet 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2023 - Action nationale 2023 Accidentologie dans les sites Seveso

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VERMILION REP SAS**

Route de Pontenx  
BP 5  
40160 Parentis-en-Born

Références : E/23-1724  
N° Hélios : 59402  
Code AIOT : 0006502522

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2023 dans l'établissement VERMILION REP SAS implanté Lieu-dit LES NOUES CD 215 77720 Saint-Méry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VERMILION REP SAS
- Lieu-dit LES NOUES CD 215 77720 Saint-Méry
- Code AIOT : 0006502522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt VERMILION de Saint-Méry dit de « Chaunoy » est implanté depuis 1985 sur la commune de Saint-Méry au lieu-dit « Les Noues », au bord de la route départementale n°215. Les installations du dépôt comportent les équipements nécessaires à la séparation, au stockage et à l'expédition des produits issus de la production de pétrole brut de champ de Chaunoy. Le dépôt dispose de deux bacs de stockage de pétrole brut (huiles) dont un seul est actuellement en exploitation.

Cet établissement est soumis au régime de l'autorisation et classé Seveso "Seuil Haut" par application de la règle du dépassement direct du seuil haut de la rubrique 4511 au sens de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement. Les activités de l'établissement sont encadrées par l'arrêté préfectoral n° 2016/DRIEE/UD77/106 du 23 novembre 2016, pris à la suite de la clôture de l'instruction de la mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement, et par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021/14/DCSE/BPE/IC du 26 mars 2021.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- action nationale 2023 Accidentologie dans les sites Seveso.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	<b>Observation 20062023_1</b>	6 mois
4	Gestion des presque accidents ou des incidents	Code de l'environnement, article R. 512-69	/	<b>Demande 20062023_1</b> Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Gestion des presque accidents ou des incidents	Code de l'environnement, article R. 512-69	/	<b>Demande 20062023_2</b> Lettre de suite préfectorale	6 mois
8	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	<b>Non-conformité 20062023_1</b> Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
5	Gestion des presque accidents ou des incidents	Code de l'environnement, article R. 512-69	/	Sans objet
7	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 6	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'une procédure de gestion des événements/incidents associée à une application numérique lui permettant d'enregistrer, d'analyser des événements et de définir des actions correctives, puis de suivre leur mise en oeuvre. L'inspection constate le bon fonctionnement de cette application et la bonne connaissance de l'opérateur interrogé de cet outil. L'exploitant réalise des revues mensuelles permettant de sensibiliser les opérateurs à différents retours d'expérience.

L'inspection estime toutefois que l'exploitant doit définir des critères lui permettant d'identifier les événements de nature à faire l'objet d'une notification dans les meilleurs délais à l'inspection, ainsi que les événements relevant des accidents majeurs. Par ailleurs, l'exploitant doit s'assurer périodiquement de l'efficacité de sa procédure de gestion des événements/incidents.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Existence SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un système de gestion de la sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que l'exploitant dispose d'une procédure nationale au sein de son SGS décrivant la gestion des événements/incidents. Celle-ci prévoit que l'ensemble des événements suivants fassent l'objet d'un reporting dans une base de données (application numérique) dédiée : <ul style="list-style-type: none"><li>• incidents (définis comme étant tout événement entraînant des pertes ou dommages involontaires notamment aux personnes, biens et environnement),</li><li>• presque'accidents (événement n'ayant pas occasionné de dommages mais qui aurait pu dans d'autres circonstances),</li><li>• identification de dangers (par exemple, dommage ou perte de système, d'équipements ou tout dommage à l'environnement).</li></ul> <p>À noter que l'identification de ces événements peut résulter d'un résultat d'audit ou d'une inspection.</p> <p>La procédure prévoit que chaque employé de Vermilion dispose des accès à l'application numérique et puisse faire le reporting des événements précités. L'ouverture d'un événement comprend une description et une proposition de classement (voir point de contrôle n° 5), ces événements sont par la suite automatiquement transmis au supérieur hiérarchique par la base de données pour revue et validation.</p> <p>Pour le cas d'une sous-traitance, la procédure prévoit l'obligation de rapporter tous les événements de nature presque'accidents/incidents dans l'application. Certaines entreprises extérieures qui sont des prestataires réguliers disposent d'un accès à l'application numérique. Pour</p>

<p>les autres, la remontée des événements se fait par le conducteur de travaux Vermilion référent concerné.</p> <p>Au cours de la visite des installations, les inspecteurs ont questionné un opérateur sur son comportement vis-à-vis de la remontée d'événements. Ils constatent que celui-ci a connaissance de la base de donnée et l'utilise pour faire remonter des événements. Les inspecteurs constatent que celui-ci accède facilement à l'application numérique pour effectuer des remontées.</p> <p>Les inspecteurs ont consulté la liste des événements enregistrés dans l'application numérique pour le site de Saint Méry depuis 2021. Ils constatent que 30 événements ont été enregistrés (avec des situations dangereuses, des presque accidents et des accidents).</p> <p>Les inspecteurs ont consulté par sondage 3 fiches d'événements (n°2836 : projection d'huile brute au travers du démisteur, n°4264 : percement ligne huile entrée dégazeur bac, n°1302 : court-circuit sur traçage non calorifugé). Ils constatent que la caractérisation (presque accident/accident/situation dangereuse) est cohérente avec la procédure de gestion des événements/incidents.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances de MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Mesures de maîtrise des risques [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p>
<p><b>Constats :</b> Vermilion indique que les défaillances et anomalies des MMRI seront traitées comme les autres événements, via la base de données de gestion des événements. Une attention particulière est toutefois donnée à ces barrières de sécurité. L'inspection a consulté par sondage le tableau traçant les différentes inhibitions des MMRI. Celles-ci sont principalement liées à la réalisation d'essais et vérifications. L'inspection n'a pas identifié d'inhibition qui serait liée à une défaillance d'une MMRI et qui aurait dû faire l'objet d'un événement dans la base de données.</p>
<b>Observation 20062023_1:</b> L'inspection rappelle que les anomalies et défaillances des MMR

(instrumentées mais également organisationnelles) doivent faire l'objet d'un examen particulier dans le cadre des réexamens des études de dangers afin de s'assurer de la robustesse et du bon niveau de confiance de ces équipements ou de ces dispositions organisationnelles.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délais : 6 mois

#### N° 4 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Déclaration à l'IIC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p> <p><b>Constats :</b> La procédure de gestion des événements/incidents indique que des critères de déclaration aux autorités de surveillance compétentes doivent être définis par Vermilion pour chaque pays dans lequel se trouvent les installations. Les tableaux décrivant le rôle des différentes parties prenantes au travers des 5 étapes de la procédure de gestion des événements/incidents indique que les superviseurs doivent garantir la notification de l'événement aux autorités tel que requis pour l'ensemble des incidents.</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection ne pas avoir défini de critères pour identifier les événements devant faire l'objet d'une notification, puis de la transmission d'un rapport d'analyse à l'inspection. Il explique cependant qu'un accident ayant pour conséquence des impacts hors du périmètre du site ou d'un incident notable sur une personne sur site fera l'objet d'une notification à l'inspection. Il indique que les accidents et incidents sont déclarés annuellement à l'inspection au travers du bilan annuel des activités. Si l'inspection estime cette déclaration suffisante pour les incidents, les accidents doivent être déclarés dans les meilleurs délais. En outre, l'inspection constate que la procédure de gestion des événements/incidents ne permet pas d'identifier les accidents relevant d'un accident majeur.</p> <p>Les événements examinés par sondage le jour de l'inspection (n°2836 : projection d'huile brute au travers du démisteur, n°4264 : percement ligne huile entrée dégazeur bac, n°1302 : court-circuit sur traçage non calorifugé) n'étaient toutefois pas de nature à devoir faire l'objet d'une notification à l'inspection dans les meilleurs délais.</p> <p><b>Demande 20062023_1 :</b> L'exploitant doit définir des critères permettant d'identifier les accidents qui doivent faire l'objet d'une notification dans les meilleurs délais à l'inspection, puis la</p>

transmission d'un rapport d'analyse. L'exploitant peut notamment s'inspirer de la méthodologie nationale définie par la direction générale de prévention des risques (DGPR) pour la distinction des accidents pour définir ces critères. De même, la procédure de gestion des événements/incidents doit permettre d'aider à l'identification des accidents majeurs. L'exploitant doit également définir des critères à cet effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Analyse des causes des événements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection constate que le processus de gestion des événements de Vermilion se découpe en plusieurs étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• réponse à l'évènement, contrôle et notification,</li> <li>• classification et rapport dans la base de données,</li> <li>• investigation et analyses,</li> <li>• planning d'actions correctives,</li> <li>• reporting (partage des leçons apprises).</li> </ul> <p>Le processus comprend une matrice permettant de définir le niveau de gravité selon différents intérêts, notamment : personnes, environnement, perte de production. La profondeur d'analyse et d'expertise requise de l'évènement (parties prenantes pour l'analyse de l'évènement notamment et méthode d'analyse) est fonction du degré de gravité de l'évènement et de la probabilité de survenue de celui-ci. Le contenu attendu des différentes étapes et les rôles des parties prenantes (employés, supérieur hiérarchique, conseiller HSE, directeur, directeur HSE) est décrit dans la procédure.</p> <p>Le supérieur hiérarchique est responsable de vérifier la classe de gravité et la classe de probabilité de ré-occurrence attribuée à chaque évènement par la personne ayant ouvert l'évènement.</p> <p>L'exploitant indique qu'une analyse minimale (nommée SCAT) est réalisée systématiquement pour les incidents et presque accidents. Ces analyses sont remplies dans l'application numérique et permettent d'identifier les causes simples et plus profondes des événements. L'ensemble des</p>



analyses sont revues à une fréquence hebdomadaire par le service HSE qui appose son visa dans l'application.
Pour les 3 événements consultés par sondage dans la base de données (n°2836 : projection d'huile brute au travers du démisteur, n°4264 : percement ligne huile entrée dégazeur bac, n°1302 : court-circuit sur traçage non calorifugé), les inspecteurs constatent qu'une analyse SCAT a été réalisée dans l'application numérique, selon le fonctionnement décrit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Identification des mesures correctives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p> <p><b>Constats :</b> La définition, l'assignation et le suivi des mesures correctives sont réalisés au travers de l'application de gestion des événements de Vermilion, à l'issue de l'analyse des événements (analyse SCAT pour la majorité des cas). Ces analyses et la définition du plan d'action associé sont validées par le supérieur hiérarchique et revues par le référent HSE (visas au travers de l'application numérique).</p> <p>Pour chaque action corrective, un responsable de l'action est désigné avec un délai de mise en œuvre associé. La base de données intègre un système de notification des actions aux différents acteurs désignés et un système d'alerte en cas de dépassement des délais (remontée au supérieur hiérarchique). Une fois l'action corrective réalisée, celle-ci est notée comme effectuée dans l'application par le responsable de la réalisation de l'action. Le processus de gestion des événements de Vermilion dispose que toutes les mesures correctives, une fois complétées font l'objet d'un examen visant à valider que l'action corrective a bien été mise en place et de l'efficacité de celle-ci. Les vérifications sont intégrées à l'application numérique. Le supérieur réalise également une revue mensuelle des actions correctives en retard. Lorsque l'ensemble des actions ont été complétées et vérifiées, les événements sont clôturés par le référent HSE.</p> <p>Les inspecteurs ont consulté la base de données relative à la gestion des événements de Vermilion. Ils constatent qu'un événement est en cours (non clôturé) pour le site de Saint-Méry (n°10597), l'ensemble des actions correctives n'a pas encore été réalisé.</p>

Les inspecteurs ont également consulté les actions correctives de 3 événements choisis par sondage (n°2836 : projection d'huile brute au travers du démisteur, n°4264 : percement ligne huile entrée dégazeur bac, n°1302 : court-circuit sur traçage non calorifugé).

S'agissant de l'événement n°4264, les causes de l'événement identifiées étaient, notamment, l'absence de décalorifugeage lors de la dernière inspection des lignes, ce qui n'a pas permis de vérifier son état. Les actions correctives identifiées sont les suivantes :

- actualisation du plan de surveillance PM2I,
- inspection de la ligne concernée.

En outre, l'exploitant indique que cette ligne a été remplacée (pour le tronçon fuyard) et est en cours de remplacement dans son intégralité. Ces éléments ont été confirmés lors de la visite des installations.

Les inspecteurs estiment que l'action corrective « actualisation du plan de surveillance PM2I » n'est pas assez précise pour savoir si celle-ci permet de répondre à l'objectif d'éviter qu'un accident similaire ne se reproduise.

**Demande 20062023\_2 : L'inspection demande à Vermilion de préciser la nature de l'actualisation du plan de surveillance PM2I qui a été réalisée suite à l'événement n°4264.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 7 : Gestion des presque accidents ou des incidents

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 6

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Prise en compte du REX

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

### **Prescription contrôlée :**

Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.

Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.

**Constats :** Le processus de gestion des événements de Vermilion dispose qu'une revue mensuelle du fonctionnement du processus est réalisée par l'équipe de direction HSE du district. Les inspecteurs ont consulté la dernière revue mensuelle HSE. Ces réunions sont réalisées pour chacun des sites, animées par un référent HSE. Ils constatent que des événements intéressants (en provenance du site ou des autres sites Vermilion) sont intégrés à cette réunion. L'exploitant indique que l'ensemble des opérateurs assistent à ces réunions.

Les inspecteurs se sont entretenus avec un opérateur au cours de la visite de site qui a pu confirmer assister à des réunions mensuelles HSE durant lesquelles il a été sensibilisé à des

<p>événements particuliers.</p> <p>L'exploitant indique, en outre, que des forums HSE mensuels sont réalisés au niveau des managers. Les inspecteurs ont examiné les modalités de prise en compte du retour d'expérience d'un incident s'étant produit en juin 2020 sur un autre site, pour lequel l'inspection a été notifiée (rupture d'une tuyauterie entraînant une pollution). Une des causes identifiée était le non fonctionnement d'une MMRI (détecteur hydrocarbures), l'exploitant a ainsi décidé de remplacer le capteur par un détecteur d'une autre technologie à la suite de cet accident. L'exploitant indique que cet équipement est également existant sur le site de Saint-Méry, mais n'est pas classé comme MMRI. Néanmoins, l'exploitant a également décidé de procéder au remplacement du capteur par un détecteur de l'autre technologie. L'exploitant montre à cet effet la fiche de vie confirmant ces éléments (remplacement effectué en 2022).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant présente la présentation de la dernière revue de direction annuelle du SGS pour le district du bassin parisien. Dans le processus surveillance des performances, les principaux événements pour le district parisien sont rappelés. Les inspecteurs estiment toutefois que ceux-ci ne constituent pas un audit suffisant pour s'assurer de l'efficacité de la procédure de gestion des événements/incidents et de l'adéquation de cette procédure.</p>
<p><b>Non-conformité 20062023_1 :</b> l'exploitant ne réalise pas d'évaluation périodique systématique de la procédure de gestion des événements/incidents pour s'assurer de son efficacité et de son adéquation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois